



Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

En ce début d'année 2024, nous souhaitons que la paix revienne dans tous les pays du monde, que ce soit en Ukraine, à Gaza et en Afrique, et aussi que les hommes et surtout les dirigeants puissent parvenir à discuter. Souvent les guerres proviennent d'injustices qui n'ont jamais été réglées, de volonté de puissance de certains, et aussi d'aspirations de liberté.

Dans ce contexte, parfois difficile, le modeste rôle d'USF est d'aider à former des hommes et des femmes responsables de manière à ce que leur pays puisse se développer de façon harmonieuse dans un souci de paix et de bien-être de sa population.

Rappelons que depuis 2009, forte de plus de 10 000 correspondants de par le monde, USF peut vous aider dans la constitution de nouvelles formations d'étudiants, dans l'amélioration de vos relations avec les milieux socio-économiques de votre pays, dans l'employabilité des étudiants, dans la définition des directions de recherche, dans la formation des chercheurs, dans la prospection d'enseignements originaux, etc. Il suffit de nous contacter et aussitôt un chargé d'affaire sera votre interlocuteur et recherchera le (ou les collègues) compétent pour votre projet. Contactez-nous.

En France, a été récemment votée une loi dite « asile et migrations » qui est très controversée car elle contient notamment des dispositions néfastes pour les étudiants étrangers. A l'instar de nombreux universitaires et institutions, USF est vigilante sur le sort qui sera réservé à cette loi car celle-ci doit être validée ou invalidée par le Conseil constitutionnel fin janvier 2024.

Dans ce numéro, nous présenterons le compte rendu de la visite du président d'USF, le professeur émérite Jean Ruffier, en Côte d'Ivoire et ses retombées. Puis, nous reprendrons le texte de notre collègue Bernard Landais sur le brillante réussite du CAMES qui est un signe d'espoir pour l'avenir de l'Afrique. Enfin, nous répercutons l'annonce d'une université de Guinée pour la recherche de son futur recteur ainsi que la recherche d'un expert en innovation en agriculture et agroalimentaire

Souhaitant une excellente année 2024.

Prof. Robert Laurini, directeur de publication.

Mission USF en Côte d'Ivoire (Novembre 2023)

Cette mission est la première que je fais en Afrique subsaharienne. Je suis plutôt compétent sur les problèmes de développement industriel en Amérique latine, en Chine, voire au Maghreb. Comme président nouveau d'USF, il était important pour moi de tâter de cette partie du monde où ont lieu bon nombre de nos interventions. Je vais d'abord parler de ce que j'ai fait à Bouaké, puis à Abidjan. Je ferai un point sur les migrations de jeunes vers la

France, et terminerai sur ce que m'ont appris les Ivoiriens sur la vie.



Université Allassane Ouattara à Bouaké

Il s'agit d'une université publique. La présidence, mais aussi le corps enseignant sont très preneurs d'intervenants extérieurs car ils se sentent un peu isolés, voire négligés par la capitale. Moins autonomes que les universités privées, ils peuvent difficilement prendre en charge un billet d'avion de France et il importe de signer une convention plus adaptée à leurs possibilités administratives. Mais leur désir de coopération est tel qu'ils ont tendance à se coller aux propositions qu'USF leur fait.

J'y ai donné une conférence sur ce que la Côte d'Ivoire peut retirer du décollage industriel chinois. Plus de 15 enseignants et près de 200 étudiants la suivront. Je leur explique comment le régime a laissé se développer un peu anarchiquement des petits patrons privés, tout en les suivant de près, à la fois pour reproduire ce qui marchait et éventuellement faire le ménage. Puis j'ai parlé de la corruption qui ne doit pas être vue comme l'ennemi principal du développement, car les petites entreprises privées n'auraient autrement guère accès à ceux qui donnent les autorisations (ou acceptent le non-respect de certains règlements). J'ai répondu à plus d'une demi-heure de questions ininterrompues (en gros, on ne pensait pas que les Chinois étaient aussi désorganisés dans leurs usines, on les imaginait plus travailleurs et disciplinés). Le reste des questions est sur l'adaptation des Chinois en Côte d'Ivoire. Les auditeurs sont très intéressés par ma méthode d'enquêtes sur et avec les entreprises. Cette méthode consiste à constituer une équipe plurinationale et à interviewer tous les niveaux hiérarchiques en cherchant avec chaque niveau ce qui peut être la meilleure stratégie pour s'en sortir mieux. Cette méthode permet entre autres d'améliorer les liens entreprise – université.



Une université privée le RUSTA de Côte d'Ivoire

C'est elle qui m'a fait venir et payé l'essentiel de cette mission. Nous avons discuté avec la direction mais essentiellement préparé les

missions futures. En matière de besoin, l'université tient une revue en sciences de gestion et problèmes organisationnels. Elle cherche un rédacteur en chef adjoint, de préférence français. Elle cherche aussi un universitaire d'Europe ou Afrique du Nord désireux de faire une année sabbatique au RUSTA à Abidjan. Pour tout renseignement s'adresser à rusta.ustci@gmail.com.

Rencontre de Pierre Therme, attaché à la coop universitaire (Ambassade de France)

Son premier diagnostic est que la Côte d'Ivoire n'a pas l'Université au niveau de sa puissance économique et que cela entrave son développement. Il comprend que des jeunes veulent partir parce que réellement beaucoup de portes sont fermées (réservées à la nomenclatura). De plus, il n'existe aucune instance fiable de classement ou d'évaluation des universités publiques ou privées. Cela rend l'offre de formation particulièrement obscure. Lui-même a voulu appuyer une demande de certification d'une formation BTS stratégique. Malgré la solidité du dossier, cette demande traîne et on ne sait si elle sera obtenue. Des formations beaucoup plus douteuses mais disposant d'appuis politiques ont pu être satisfaites très rapidement.

Pour lui, ce qui manque le plus, ce sont des BTS (Bacc+ 2 et 3) en prise sur l'activité économique du pays. Les industriels seraient prêts à financer contre une participation à la définition des programmes.

Une réforme récente, celle de la création d'Universités thématiques, peut vraiment favoriser l'emploi et le développement économique. Il constate que ces universités sont animées par des professeurs plus jeunes bien formés (en général en France).

Sur les migrants

Mon épouse a interrogé beaucoup de chauffeurs, ainsi que de commerçants pour les convaincre de ne pas envoyer leurs enfants en Europe. Avec des arguments lourds (25 % de mortalité dans le désert et la mer, 95 % de tortures et de mauvais traitements, viols généralisés). Ses interlocuteurs ont du mal à la croire car cet aspect de la traversée leur est apparemment inconnu, il y a un black-out, les jeunes ne leur racontent que ce qui marchent donc ils ont l'impression d'un pays d'opportunités. Quand elle dit que les passeurs sont des criminels, l'étonnement se voit sur les faces de ses interlocuteurs. Le flux n'est pas encore près de se tarir. Et pourtant, les mêmes

jeunes que nous voyons joyeux et entreprenants en Côte d'Ivoire se retrouvent démolis et globalement malheureux en France. Ils ont plus d'argent, mais une vie beaucoup plus pénible et des traumatismes multiples qui vont longtemps peser sur eux.

Et pourtant ce flux est tout à fait anti-développement : les villages rassemblent autour de 7000€ pour chaque enfant envoyé. Cet argent doit revenir sous la forme d'une rente. S'il était investi dans la formation et l'aide à l'installation du même jeune, il participerait davantage à l'amélioration de l'économie locale.

En guise de conclusion

Dans cette mission, j'aurais plus appris qu'enseigné. J'ai appris le poids des hiérarchies universitaires tant dans le privé que dans le public. Les décisions sont prises au sommet ce qui paralyse l'initiative des enseignants, comme des étudiants, et surtout rend les décisions plus longues et plus opaques. Heureusement, existe la tradition du palabre qui permet aux Africains de résoudre entre eux nombre de problèmes. Cela dit, la Côte d'Ivoire est un pays actif, en croissance, et tout à fait ouvert aux Français particulièrement.

Pour de plus amples renseignements et débats, contacter le professeur Jean Ruffier, <jean.ruffier@usf-awb.net>. ■

Éducation : le Cames, une réussite africaine

Tous les deux ans, le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES²) organise le concours Cames d'agrégation dans différentes disciplines. Issus de 18 États d'Afrique francophone, les lauréats font, ensuite, bien souvent partie de l'élite politique de leur pays. Voici le rapport de notre collègue, Bernard Landais, Professeur émérite de sciences économiques à l'Université de Bretagne-Sud, Coopérant universitaire à Bamako et Libreville, et membre des jurys du concours d'agrégation en sciences économiques du Cames en 2013, 2015 et 2017. Cet article a été publié auparavant par le magazine *Jeune Afrique*³ du 7 décembre 2023.

Ces deux derniers mois, s'est déroulé, à Yaoundé, le Concours Cames d'agrégation des maîtres de conférences agrégés dans les disciplines des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion (SJPEG). Depuis

plus de quarante ans, toutes les élites des facultés SJPEG des 18 pays francophones qui composent la zone Cames sont passées par ce concours.



J'ai eu le privilège de participer à quatre reprises à ces procédures de recrutement plutôt solennelles, au Congo, au Togo et au Cameroun.

Espace de coopération

L'organisation Cames est unique au monde. Elle est un espace de coopération entre presque tous les pays francophones du sud du Sahara. Tous les deux ans, le concours SJPEG alterne avec le concours de médecine, organisé, lui, les années paires. De plus, le Cames gère les promotions des universitaires au grade de maître assistant ou des promotions « à l'ancienneté ».

Le rôle politique et social du Cames est d'autant plus important que, sur le continent, la proportion de jeunes – et de ceux qui passent par l'enseignement supérieur – ne cesse de croître. Il est donc fondamental de doter tous les États de la zone d'un corps d'enseignants compétents, capables également de faire progresser la recherche. Il y a probablement déjà autant de bons économistes francophones au sud du Sahara qu'en France, et c'est aussi de plus en plus vrai pour les disciplines juridiques.

CAMES : le bilan de trente ans de coopération décentralisée

Le Cames est historiquement lié à la présence française, par la langue, surtout, mais aussi par le maintien d'anciennes procédures françaises de recrutement. Le concours d'agrégation du supérieur était autrefois pratiqué en France dans toutes les disciplines des anciennes facultés de droit et de science économique. La formule retenue par le Cames n'est d'ailleurs plus vraiment celle d'un concours, en dépit du

² <https://www.lecames.org/>

³ <https://www.jeuneafrique.com/>

terme utilisé, mais plutôt celle d'un examen, où la barre est placée plus ou moins haut selon les disciplines et les années. Chaque pays membre assume pour lui-même les conséquences, notamment financières, des résultats obtenus.



Au-delà des vicissitudes politiques

De fait, la coopération universitaire telle que la pratique le Cames est un facteur de paix et de progrès. Cette année, par exemple, le coup d'État au Niger et de graves menaces de guerre ont mis nombre de pays en alerte. Or le concours 2023 devait se dérouler à Niamey. Quand le coup d'État est survenu, en juillet, le concours Cames a pu rapidement compter sur l'hospitalité bienveillante et active du Cameroun, en « terre neutre » d'Afrique centrale. Les candidats sont venus de partout, du Niger, du Burkina Faso, du Mali, formant le « bloc des militaires », mais aussi de Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Bénin, les pays dominants du « bloc démocratique » de l'Afrique de l'Ouest. À Yaoundé, les membres des jurys se sont regroupés fraternellement pour faire « tourner la boutique » et rien n'est venu ternir la réunion de cette grande « internationale » universitaire.

Chaque pays arrive au concours avec ses candidats et ses propres besoins, et repart généralement avec des lauréats qui s'intégreront au plus haut niveau à leurs établissements d'enseignement supérieur.

Communauté de culture et de confiance

Les Français qui participent à ces programmes continuent la grande tradition de coopération. Tout comme les militaires dont a parlé le général Frédéric Blachon dans ses interventions récentes, ces acteurs de terrain gardent la confiance et l'amitié des Africains, bien au-delà des vicissitudes politiques du moment. Depuis les indépendances, les brouilles et les coups d'État n'ont pas manqué, en Afrique, certains d'ailleurs fomentés ou soutenus par le

gouvernement français lui-même. Les retours en grâce et les réconciliations n'ont pas manqué non plus. Rien n'est irréparable, et heureusement, quand on voit à quel point les élites universitaires africaines peuvent se montrer solidaires.

Les Africains francophones ont parfois tenté toutes sortes d'alliances avec des pays tels que la Chine, les États-Unis ou la Russie, animés d'intentions plus ou moins bonnes et plus ou moins constantes.

Généralement, ils s'en sont mordus les doigts, parce qu'une communauté de culture et de confiance, comme celle qui lie l'Afrique à la France, est ce qui importe le plus, à long terme. Parce qu'elle est ancrée dans une culture largement commune, la coopération universitaire des Africains entre eux et avec les professeurs français est un exemple de ce que doit être le développement économique en Afrique, en France et partout dans le monde.

Pour de plus amples renseignements et débats, contacter le professeur Bernard Landais, <landais-bernard@wanadoo.fr>. ■

Avis de recrutement d'un recteur pour l'Université Aguibou Barry, Conakry - Guinée

Présentation - contexte et justification

Créée en 2013 par arrêté /4638/MESRS/CAB du 16 septembre 2013, l'Institut Supérieur d'Informatique et de Management - Université des Nouvelles Technologies (ISIM-UNT), est devenu par Arrêté N°2019/086/MESRS/CAB du 30/01/2019, Université Aguibou Barry (UAB). Elle délivre des programmes de BTS, des diplômes d'État et des licences et est habilitée par l'Agence Nationale d'Assurance Qualité (ANAQ).

Le recrutement d'un nouveau recteur pour l'UAB est crucial pour renforcer la direction académique et institutionnelle, favoriser l'excellence dans l'enseignement supérieur et promouvoir la recherche innovante.

En réponse à la croissance rapide de l'université et aux défis actuels du secteur éducatif, le nouveau recteur sera chargé de :

1. Définir une vision stratégique,
2. Déployer les programmes de masters,
3. Guider les politiques académiques,
4. Optimiser la gestion institutionnelle
5. Développer des partenariats
6. Coordonner l'ensemble des activités de l'université.



Responsabilités principales

- Leadership académique :
 - Définir la vision académique de l'université et élaborer des stratégies pour sa mise en œuvre.
 - Superviser les politiques et les programmes académiques, garantir la qualité des enseignements et la recherche.
- Gestion institutionnelle :
 - Diriger les opérations quotidiennes de l'université.
 - Gérer les ressources humaines, financières et matérielles de manière efficace.
- Relations externes :
 - Établir et entretenir des relations avec les partenaires académiques, les organismes gouvernementaux, les entreprises, l'industrie et la société civile.
 - Représenter l'université dans des forums académiques et professionnels.
- Développement stratégique :
 - Contribuer à la planification stratégique et au développement institutionnel.
 - Identifier et promouvoir de nouvelles initiatives pour stimuler la croissance et l'innovation.
- Gouvernance :
 - Travailler en étroite collaboration avec le conseil d'administration et les organes de gouvernance.
 - Assurer la conformité aux politiques institutionnelles et aux normes légales.

Qualifications requises

- Niveau minimum Doctorat en sciences humaines, management, administration des entreprises, droit, technologie et autres domaines connexes.
- Expérience de direction dans le secteur de l'enseignement supérieur de 5 ans au moins.
- Expérience avérée dans la gestion d'institutions éducatives complexes.
- Connaissance approfondie des tendances éducatives et de la recherche.
- Excellentes compétences en communication

et en relations interpersonnelles.
6. Capacité à mobiliser les ressources et à développer des partenariats.

Conditions de travail

- Type de contrat : CDI, avec période d'essai de 6 mois
- Lieu : Conakry - République de Guinée
- Rémunération : À négocier en fonction de l'expérience et des qualifications.
- Prise de fonction : 1^{er} septembre 2024.

Processus de recrutement

- Envoi des candidatures à l'adresse fondatrice@isim-uab.com ou scolarite@isim-uab.com avant la date limite 31 janvier 2024.
- Sélection des candidats pour des entretiens.
- Entretiens avec le comité de recrutement.
- Évaluation finale et sélection du candidat retenu. ■

Recherche d'un expert en innovation en agriculture et agroalimentaire

Une institution d'enseignement supérieur lyonnaise recherche un expert en innovation en agriculture et agroalimentaire pour une mission de demi-journée (3,5 heures). L'expertise est sollicitée dans le cadre d'une discussion avec 7 groupes d'étudiants en ingénierie (L3), qui ont mené une enquête sociologique sur l'innovation dans l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

L'intervention est prévue pour le 2/02 de 13h30 à 17h à Lyon. L'intervention ainsi que les frais de déplacement seront pris en charge par l'institution.

Prière de contacter rapidement Dr. Clara Paraboa <cparaboa@yahoo.com.br>. ■
